

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 36 (2024)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : nouveau gouvernement officiellement nommé.
- ❖ Malaisie : croissance de 5,9% au T2-2024 en glissement annuel.
- ❖ Philippines : prêt de 500 M USD de la BASD pour la résilience climatique du pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

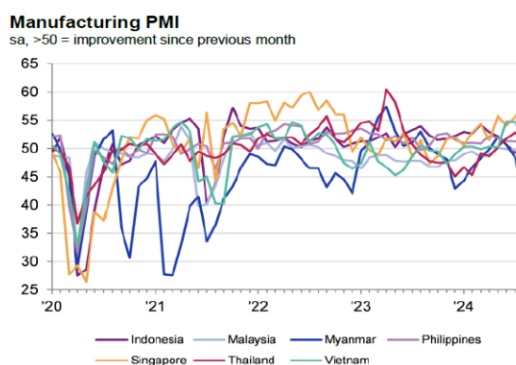
+2,1%

Inflation de l'Indonésie
en août 2024 (g.a), en
légère baisse

Région

Ralentissement de l'activité manufacturière en août

L'indice S&P Global ASEAN Manufacturing Purchasing Managers' Index (PMI) a diminué, passant de 51,6 en juillet à 51,1 en août, son niveau le plus bas en quatre mois. Toutefois, l'indice reste au-dessus de 50 pour le huitième mois consécutif, signalant que l'expansion de l'activité



Source: S&P Global PMI.

dans le secteur manufacturier se poursuit, bien que de manière moins prononcée. Les données d'août montrent également une nouvelle baisse de l'emploi, bien que légère, dans les effectifs. Par ailleurs, les fabricants ont signalé une accumulation de retards pour le sixième mois consécutif, reflétant une pression accrue sur les capacités de production. En ce qui concerne l'inflation, les producteurs interrogés ont indiqué une augmentation des coûts, entraînant une hausse des prix de vente à un rythme modéré en août. Pour l'instant, les fabricants demeurent globalement confiants quant à la croissance future de la production.

Indonésie

Légère baisse de l'inflation en août

En août, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), est restée stable à 2,1 % en glissement annuel (g.a), se maintenant ainsi dans la fourchette cible de 2,5 % $\pm$ 1 %. La très légère baisse mensuelle de 0,03 % de l'IPC s'inscrit dans une tendance continue observée depuis quatre mois, l'indice étant passé de 106,37 en mai à 106,06 en août, selon les données de l'Agence centrale des statistiques (BPS). Les secteurs des aliments, boissons, tabac et transports ont été les principaux moteurs de cette baisse des prix.

Taux directeur maintenu à 6,25 %

Lors de sa réunion du 21 août, la Bank Indonesia (BI) a conservé son taux directeur à 6,25 %, conformément aux prévisions du marché. Le taux des dépôts reste à 5,50 % et celui des prêts à 7,00 %. La banque centrale reste attentive à la politique monétaire menée par la Réserve fédérale américaine et à l'évolution des rendements des bons du Trésor américain. Malgré l'incertitude mondiale, BI estime qu'un assouplissement pourrait intervenir au T4-2024.

Amélioration de la balance des paiements au T2

La balance des paiements s'est améliorée au T2, et parvient quasiment à l'équilibre, à -0,6 Md USD, après un déficit de 6,0 Md USD au T1. Cette réduction du déficit a été permis par l'excédent des comptes de capital et financiers, lui-même porté par les flux de capitaux de portefeuille. Les réserves de change sont restées solides à 140,2 Md USD, couvrant 6,2 mois d'importations. Le déficit courant a atteint 3,0 Md USD (0,9 % du PIB), contre 2,4 Md USD (0,7 % du PIB) au T1, en raison de l'augmentation des achats de services à l'étranger, qui atteignent 5,2 Md USD, en lien avec le pèlerinage du Hajj ainsi que de la hausse des paiements de dividendes et d'intérêts, portant le déficit des revenus primaires à 9,3 Md USD. L'excédent des comptes de capital et financiers s'est établi à 2,7 Md USD, contre un déficit de 1,6 Md USD au T1, soutenu par un retour des investissements de portefeuille à 3,0 Md USD au T2 contre -1,8 Md USD au T1, et la réduction des investissements privés à l'étranger.

Malaisie

Croissance à 5,9 % au T2 grâce aux exportations

L'amélioration des exportations de biens (+5,5 % au T2 après +1,1 % au T1, en g.a.) a contribué au renforcement de la croissance du PIB à 5,9 % au 2^{ème} trimestre en g.a. La demande intérieure a également été plus importante avec des progressions de 6,0 % pour la consommation privée (~61 % du PIB) et de 11,5 % pour les investissements (~22 % du PIB), en g.a., contre 4,7 % et 9,6 % respectivement au T1-2024 en g.a. L'ensemble des secteurs a bénéficié de cette dynamique, et en particulier les services (59 % du PIB ; +5,9 % en g.a.) et l'industrie manufacturière (23 % du PIB ; +4,7 % en g.a.). L'agriculture (6 % du PIB) enregistre sa plus forte croissance depuis cinq ans (+6,3 % en g.a.) et le secteur de la construction (4 % du PIB) poursuit son expansion (+17,3 % en g.a.) portée notamment par les projets d'infrastructures en cours de développement. L'expansion du PIB s'établit ainsi à 5,1 % pour le 1^{er} semestre en g.a. et l'acquis de croissance à 2,0 %. Au regard de ces résultats, les principales banques malaisiennes ont relevé leurs prévisions de

croissance pour 2024, entre 5,0 % (RHB, MIDF, Kenanga) et 5,2 % (Maybank). Elles se situent désormais dans le haut de la fourchette de prévisions du gouvernement (entre 4,0 % et 5,0 %).

Augmentation des rémunérations des fonctionnaires à partir de décembre

Le Premier ministre a annoncé le 16 août l'introduction d'une revalorisation salariale pour les agents publics et les militaires. Il prévoit une augmentation des rémunérations en deux temps, en décembre 2024 et janvier 2026, avec des hausses de 4 % puis 3 % pour les cadres supérieurs et de 8 % puis 7 % pour les autres agents. Le montant de la rémunération mensuelle de base minimum est par ailleurs porté à 1 500 MYR (343 USD), soit une progression de 25 %. L'impact budgétaire de ces mesures est évalué à 2,3 Md USD par an, soit une hausse de 2,5 % des dépenses par rapport à celles prévues en 2024. Selon la banque CIMB, les rémunérations publiques n'ont augmenté que de 5,8 % au cours des douze dernières années quand l'inflation a progressé de 24 % sur la même période.

Discussions avec la Chine pour l'acquisition de trains en crédit-bail

Le 14 août, le ministre des Transports Anthony Loke a annoncé la décision du gouvernement d'acquérir en crédit-bail, dans le cadre d'un accord gouvernemental avec la Chine, 62 rames de trains passagers destinées à équiper les lignes ferroviaires de la péninsule malaisienne gérées par l'opérateur public Keretapi Tanah Melayu Berhad (KTMB). Les remboursements seraient échelonnés sur 30 ans et les premières livraisons seraient prévues en 2027. En s'ajoutant aux 68 rames déjà opérationnelles, cette commande doit permettre de porter de 30 % actuellement à 45 % en 2027 le taux d'utilisation du réseau de 1 700 km géré par KTMB. Le coût final du projet, estimé à ce stade à 2,4 Md USD et qui couvrira également les frais de maintenance et de réparation, sera finalisé à l'issue des négociations de gouvernement à gouvernement qui s'achèveront dans les prochains mois selon le ministre.

Reprise des vols commerciaux vers la France

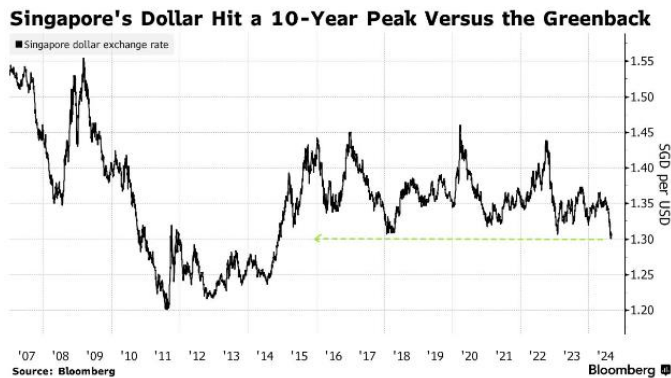
À l'occasion du salon du voyage MATTA Fair le 6 septembre, la compagnie nationale *Malaysian Airlines* a annoncé son intention de reprendre les vols commerciaux vers la France à compter du mois de mars 2025. Dans un premier temps, il est prévu quatre liaisons par semaine pour atteindre rapidement un rythme quotidien. Pour mémoire, la compagnie aérienne avait cessé en octobre 2015 ses liaisons directes vers Paris après 35 ans de service pour des raisons de rentabilité commerciale, précédant Air France qui avait fait de même en janvier 2016.

Singapour

Le dollar singapourien au plus haut face au dollar américain depuis 10 ans

Cette appréciation, dont le pic a été atteint le 26 août dernier avec 1,30 SGD pour 1,00 USD, est soutenue par une politique monétaire axée sur les taux de change comme principal

levier, plutôt que les coûts d'emprunt. Combiné aux tensions entre Washington et Pékin, le ralentissement économique en Chine, premier partenaire commercial de la Cité-Etat, stimule le dollar singapourien. Si un dollar singapourien fort peut aider à maîtriser l'inflation importée, les exportations pourraient perdre en compétitivité et affecter les entreprises locales, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie.



Entrée en vigueur d'un accord bilatéral permettant d'accélérer la délivrance de brevets

Le 10 juillet dernier, l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI) et l'Office Singapourien de la Propriété Intellectuelle (IPOS) signaient l'accord « [Patent Prosecution Highway \(PPH\)](#) », visant à accélérer la délivrance des brevets. Cet accord, entré en vigueur le 1^{er} septembre, est le dixième signé par l'INPI et le quatrième en Asie, s'ajoutant à ceux déjà établis avec les offices japonais, coréen, chinois, américain, canadien, brésilien, marocain et saoudien. Les déposants français sont aujourd'hui en huitième position pour les dépôts de brevets à Singapour.

Renforcement de la coopération avec l'Inde dans le secteur des semi-conducteurs

Dans le contexte des tensions sino-américaines et de leurs répercussions sur la chaîne d'approvisionnement mondiale en semi-conducteurs, l'Inde et Singapour prévoient de renforcer leur coopération dans ce secteur. Lors de la visite du Premier ministre indien Narendra Modi à Singapour le 5 septembre dernier, les deux pays ont signé divers accords visant à renforcer le développement des compétences dans la conception de puces, à stimuler les investissements singapouriens en Inde et à collaborer dans les domaines de la cybersécurité, des réseaux 5G, du supercalcul et de l'IA. Singapour, avec son industrie des semi-conducteurs bien établie, apportera son expertise technologique à son partenaire indien, alors que l'Inde compte investir environ 21 Md USD pour faire décoller son industrie des puces. Selon Deloitte, les ventes dans ce secteur pourraient atteindre environ 588 Md USD au niveau mondial d'ici la fin de 2024.

Vietnam

Forte hausse des bénéfices pour de nombreuses entreprises publiques et privées au S1- 2024

Dans le secteur public, Petrolimex (Vietnam National Petroleum Corporation) a doublé son bénéfice pour atteindre 61,5 M USD. PVN (Vietnam Oil and Gas Group - PetroVietnam) a généré 1,2 Md USD de profits, chiffre dépassant 75 % de l'objectif fixé, tandis que PVOil (PetroVietnam Oil Corporation) a dépassé ses objectifs de 6 % avec un bénéfice de 15,7 M USD. Dans le secteur privé, la croissance des bénéfices concerne à la fois des entreprises vietnamiennes comme Bamboo Capital (+137 %) et Mobile World JSC (+15 %) et des entreprises étrangères, notamment le groupe thaïlandais Central Retail et le groupe japonais Aeon - avec une croissance de leurs chiffres d'affaires de 5 % et 13,8 %, respectivement.

Les petites banques font face à davantage de défauts de paiement et de problèmes de liquidité

Selon l'agence de notation de crédit du Vietnam – VIS Rating, au S1-2024, les risques liés aux actifs et la rentabilité des banques vietnamiennes sont restés globalement stables, avec un ratio de créances douteuses à 2,2 %. Cependant, des petites banques, à savoir NCB (National Citizen Bank), BAB (Bac A Bank), SGB (Saigon Bank) et VietBank ont affiché des taux de créances douteuses supérieurs. Par ailleurs, les petites banques ont enregistré une détérioration significative de la qualité de leurs actifs, avec une baisse de 6 % en glissement annuel de leurs actifs liquides au S1-2024, contre une croissance de 5 % pour le secteur. Les petites banques doivent également faire face à une faible croissance des dépôts, contrairement aux plus grands groupes.

10,9 Md USD d'investissements publics décaissés au cours des huit premiers mois, soit 37 % de l'objectif

À fin août, les investissements publics décaissés au Vietnam atteignaient 10,9 Md USD, soit 37 % de l'objectif annuel. Ce taux est inférieur à celui de 2023 sur la même période (39,6 %). Les ministères les plus performants sont l'agriculture (58,4 %) et les transports (49,7 %). Parmi les localités, la province de Long An reste en tête avec le taux de 79,4 %. Ho Chi Minh – Ville figure parmi les localités ayant le plus faible taux (16,6 %). Le ministère des Finances presse d'accélérer les décaissements pour atteindre l'objectif de 95 % d'ici la fin de l'année.

Thaïlande

Nouveau gouvernement officiellement nommé: continuité attendue sur les sujets économiques et sectoriels

La liste des 35 ministres du gouvernement de Paetongtarn Shinawatra, élue Première ministre par le Parlement thaïlandais le 16 août, a été publiée dans la gazette royale le 4 septembre. À l'exception du ministre du Commerce Phumtham Wechayachai, qui devient ministre de la Défense, les ministres économiques et sectoriels conservent leur portefeuille: Suriya Juangroongruangkit aux Transports, Pichai Chunhavajira aux Finances, Prasert

Chantararuangthong à la Société et à l'Économie numérique, qui appartiennent au parti Pheu Thai, leader de la coalition gouvernementale, sont également vice-Premiers ministres. Le ministère du Commerce revient à un conseiller du précédent Premier ministre, Pichai Nariphaphan. Pirapan Salirathavibhaga (parti United Thai Nation) conserve l'Énergie. La déclaration de politique générale de la Première ministre est attendue la semaine prochaine. Son père et ancien Premier ministre Thaksin s'est exprimé le 22 août sur sa vision pour la Thaïlande, sans marquer de rupture significative par rapport aux politiques du précédent gouvernement.

Des mesures annoncées contre l'afflux de biens chinois à bas prix

Les organisations professionnelles dénoncent depuis plusieurs mois l'afflux de biens chinois à bas prix en Thaïlande, qui seraient en concurrence directe avec des produits thaïlandais. L'ouverture en Thaïlande de la plateforme d'e-commerce chinoise Temu mi-juillet a relancé la pression médiatique. Le déficit commercial vis-à-vis de la Chine sur les six premiers mois de l'année s'est par ailleurs creusé, à 20 Md USD, en hausse de plus de 15 % en glissement annuel. En réaction, le gouvernement sortant avait annoncé en juin dernier la suppression d'une exemption de TVA sur les biens importés à moins de 1 500 THB (45 USD), entrée en vigueur le 5 juillet. Le 3 septembre, il a annoncé 5 catégories de mesures supplémentaires : 1. contrôles administratifs renforcés par les douanes thaïlandaises sur les produits importés ; 2. obligation renforcée pour les plateformes d'e-commerce de créer des entités en Thaïlande pour exercer ; 3. accroissement des taxes à l'entrée pour réduire les importations. Cela pourrait inclure des mesures antidumping et anti-contournement ciblées et un renforcement des lois antidumping thaïlandaises ; 4. soutien à la compétitivité internationale des PME thaïlandaises ; 5. coopération renforcée avec les partenaires commerciaux régionaux. À ce stade, aucune mesure annoncée ne concerne spécifiquement les biens chinois. La Chine est le premier client de la Thaïlande, qui y écoule, par exemple, plus de 85 % de ses exportations de Durian.

Philippines

Reprise de l'exportation de sucre vers les Etats-Unis après quatre ans d'arrêt

L'Agence philippine de régulation du sucre (SRA) a annoncé l'exportation de 25 000 tonnes de sucre brut vers les États-Unis, mettant fin à une pause de quatre ans au regard de la hausse des prix sur le marché intérieur. Le volume des exportations restant cependant très inférieur au niveau de 2020 (112 000 tonnes), le SRA a souligné qu'elles ne devraient pas avoir d'effet sur les prix du marché intérieur. L'impact du phénomène El Niño sur la production locale, en baisse de 7,3 % pour la campagne 2024/2025, pourrait toutefois avoir un effet inflationniste.

Accord d'un prêt de 500 M USD par la BAsD dans le cadre du Climate Change Action Program – Subprogram 2

La Banque Asiatique de Développement (BAsD) a approuvé un prêt de 500 M USD au gouvernement philippin dans le cadre de la deuxième phase de son initiative Climate Change Action Program (CCA) d'un montant total de 10 Md USD. Ce programme vise à renforcer la résilience climatique du pays et à soutenir la mise en œuvre de ses politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour rappel, un prêt de 422 M USD avait déjà été accordé en 2022 pour la première phase du programme, faisant des Philippines le premier bénéficiaire d'un prêt politiques climatiques de la BAsD. Ce prêt comprenait un appui budgétaire de 250 M USD de la BasD complété d'un cofinancement de 172 M USD de l'Agence Française de Développement.

Recul de l'inflation en août susceptible d'inciter la banque centrale à poursuivre la baisse des taux

Ce ralentissement (+3,3 % en g.a. contre +4,4 % en juillet 2024 soit le taux le plus bas depuis janvier 2024) est principalement attribuable au ralentissement de l'augmentation des prix des aliments et des boissons non alcoolisées (+3,9 % en g.a. en août contre +6,4 % en juillet). Cela s'explique notamment par la décélération du taux d'inflation du riz (+14,7 % en g.a. en août contre +20,9 % en juillet) et des transports (+0,2 % en g.a. en août contre +3,2 % en juillet). Le ralentissement de la hausse des prix devrait inciter la banque centrale à poursuivre dans les prochains mois la baisse des taux d'intérêts amorcée en août (-0,25 point de base).

Cambodge

Électrification ? Au prix du pétrole ?

Bien que le Cambodge vise la neutralité carbone d'ici 2050, le ministère du Commerce a annoncé le nouveau prix de l'essence pour les 10 premiers jours du mois de septembre : 4 000 riels/l (0,99 USD), une baisse de 150 riels soit le prix le plus bas en deux ans. Même chose pour le diesel, dont le prix passe de 3 950 riels à 3 850 (0,95 USD). Cette baisse des prix pourrait s'expliquer en partie par une hausse des subventions, de 0,065 USD/l depuis le début de cette année, contre 0,045 l'année dernière. Mais cette baisse reflète aussi l'évolution des cours du pétrole brut (WTI) qui passe de 72,2 USD le baril fin août, à 69,2 USD début septembre. Avec une subvention maintenue à ce niveau, on pourrait alors s'interroger sur la volonté du Royaume de s'investir davantage dans l'électrification des transports. En effet, la semaine dernière, le ministère des Mines et de l'Énergie annonçait son plan d'installation de 2 000 bornes électriques d'ici 2030, ainsi que l'électrification de 70 % des deux-roues et de 40 % des camions, bus et voitures. En attendant que les utilisateurs s'équipent, le moteur thermique a sans doute encore de beaux jours devant lui.

Le Cambodge, deuxième producteur mondial de noix de cajou

Selon l'Association cambodgienne de la noix de cajou (CAC), le Cambodge a dépassé l'Inde pour devenir le deuxième producteur mondial de noix de cajou... brutes. De fait, au cours des sept premiers mois de 2024, la production a atteint 830 000 t. La Côte d'Ivoire consolide sa place de 1^{er} producteur mondial, avec environ 1 Mt chaque année. Selon l'Association, le Cambodge a exporté 780 000 t de noix de cajou brute vers le Vietnam (+36,7 %), pour une valeur d'un peu plus de 1 Md USD (+28,1 %). Cela montre que la transformation reste sous-développée au Cambodge, à l'image du reste de l'industrie agroalimentaire. La CAC indique que cette filière agricole aurait besoin d'environ 329 M USD d'investissement pour améliorer des structures de production qui restent largement artisanales. Ces investissements correspondent, en fait, à la mise en œuvre de la « Politique nationale de la noix de cajou, 2022-2027 ». Pour mémoire, dans le cadre de cette politique, le gouvernement souhaite que 25 % des noix de cajou soient transformés au Cambodge d'ici 2027 (et 50 % d'ici 2032). Actuellement, avec 42 usines de transformation, c'est moins de 10 %.

Soutien de la BAsD à l'accès en eau et l'assainissement en zone rurale

La Banque Asiatique de développement (BAsD) a approuvé 93,6 M USD de prêts et de subventions pour renforcer les installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu rural. Ce projet bénéficiera à 88 000 ménages, répartis dans neuf provinces du Cambodge (Banteay Meanchey, Battambang, Kampong Speu, Kampot, Kratie, Oddar Meanchey, Pailin, Preah Vihear et Stung Treng). Il appuiera la participation du secteur privé, la capacité du gouvernement et la coordination interministérielle dans ce secteur de développement. Le projet sera mis en œuvre par le ministère du Développement rural (MDR), en lien avec la BAsD. En 2022, selon le MDR, l'accès à l'eau potable ne concernait que 29 % des ménages, et même 20 % dans les zones rurales. Et l'accès à l'assainissement était de 37 % à l'échelle nationale et de 34 % dans les zones rurales. Il est à mentionner que l'Agence Française de Développement est très présente dans le secteur de l'eau potable au Cambodge, en particulier pour son appui à la régie des eaux de Phnom Penh (avec le financement de la construction d'une usine de potabilisation de l'eau qui produit déjà près de 400 000 m³/jour et près de 600 000 m³/jour d'ici fin 2027).

Laos

Plus d'énergie, mais à quel prix ?

La première tranche de 600 MWc du projet de ferme éolienne Monsoon entrerait en service en décembre 2024, avec deux mois d'avance. Et d'autres installations solaires, éoliennes et hydrauliques sont en construction. Cette diversification, au-delà de l'hydroélectricité, semble une bonne chose. Outre un impact écologique moins marqué, elle permettra de faire face à la baisse de la production hydroélectrique de 20 % en 2023 et sans doute encore

de 10 % cette année - par manque d'eau. Dans ce contexte, Electricité du Laos (EDL) souhaite revoir le prix de l'électricité et la structure de ces tarifs. Il s'agit de faire face à ses charges financières – EDL portant une dette d'environ 8 MUSD – et de favoriser les économies d'énergie en pratiquant une escalade tarifaire au fur et à mesure que la consommation grimpe. Le Laos pourrait aussi s'interroger sur le prix de l'électricité vendue à ses voisins, à des tarifs bien bas et inférieurs à ceux auxquels EDL doit importer elle-même de l'électricité en cas de besoin.

Rémission sur le front de l'inflation

En août, l'indice des prix à la consommation s'établit à 24,3 %, contre 26,1 % le mois précédent (en baisse relativement régulière mais lente depuis les 41,3 % atteint en février 2023). Pour autant, la faiblesse du kip, qui continue de se déprécier, certes à un rythme plus lent (-58 % depuis début 2021 contre un peu moins de 7 % depuis début 2024). Mais, l'inflation afflige les ménages, en particulier les plus modestes, car le prix des soins de santé progresse de 37,6 % et ceux de l'énergie domestique et de l'eau de 34,9 %. Et même si les prix de l'alimentation et des boissons progressent légèrement moins vite, à 22,5 %, on comprend la fièvre des autorités – tous les ministères et la banque centrale sont à l'ouvrage – à mettre en œuvre des mesures destinées à enrayer la valeur du kip, remonter les réserves de change et réduire l'inflation in fine. Toutes ces mesures auront sans doute un effet, mais il est douteux qu'elles suffisent à ramener la confiance dans le kip.

Barrage contre le Pacifique ?

La pénurie de main-d'œuvre, en particulier qualifiée, est bien connue des entreprises, laotiennes comme étrangères, établies au Laos. Cette pénurie contribue à freiner la diversification de l'économie, au-delà de la production électrique et de l'exploitation minière. L'agriculture a besoin de bras, mais en trouve encore car la crise économique que traverse le pays conduit bien souvent à ce retour à la terre. En revanche, les industries manufacturières peinent à recruter et les services – dont le tourisme – ne font pas mieux. L'appel de pays comme le Japon ou la Corée est fort, et organisé par le gouvernement laotien. Mais, c'est surtout la Thaïlande qui attire le plus. Sa main d'œuvre baissera à moyen et long termes et elle offrira, à compter d'octobre, un salaire journalier de 10 USD... quand le salaire minimum laotien est de 82 USD/mois. On endigue difficilement les flots.

Birmanie

Augmentation des tarifs de l'électricité

Le ministère de l'Électricité a annoncé le 30 août une augmentation significative des tarifs, effective à partir du 1^{er} septembre 2024, la première depuis juillet 2019. Le tarif applicable aux ménages au-delà de 300 kWh de consommation par mois fait plus que doubler, et passe de 125 Kyats (0,06 USD) à 300 Kyats (0,14 USD), de même que le tarif applicable aux plus gros consommateurs professionnels ou publics, de 180 Kyats/kWh (0,09 USD/kWh), à 500 Kyats/kWh (0,24 USD/kWh). Le ministère justifie la mesure par l'augmentation des coûts de production. Les tarifs en vigueur depuis juillet 2019 ne

pouvaient en effet couvrir les coûts d'exploitation des producteurs, entraînant des dépenses de compensation importantes pour le ministère et contribuant vraisemblablement à l'important sous-investissement dans les infrastructures énergétiques ces dernières années, avec un accroissement des coupures d'électricité dans tout le pays. L'efficacité de l'augmentation des prix dépendra toutefois notamment de la propension réelle à payer des ménages, alors que de nombreux ménages refusent de payer leurs factures d'électricité depuis le coup d'État de 2021 et que la pauvreté croît rapidement dans le pays.

Nouvelle exemption en faveur des exportateurs

La Banque centrale du Myanmar (CBM), selon une annonce du 7 août, a révisé sa politique de conversion obligatoire des recettes d'exportation en kyats au taux de référence officiel (2100 Kyats/USD), la faisant passer de 35 % à 25 % des recettes d'exportation. Les 75% restants pourront être changés au tarif de la plateforme de trading en ligne (environ 3700 Kyats/USD actuellement). Consécutivement à la mise en œuvre d'une directive prise le 4 avril 2022, rendant obligatoire sous 24 heures la conversion en monnaie locale de toutes les rentrées de devises à un taux administré, la banque centrale birmane a progressivement mis en place une série d'exemptions, dont fait partie la nouvelle directive du 7 août.

Forte baisse de l'indice PMI en août

En août 2024, l'indice des directeurs d'achats (PMI) de S&P Global est tombé à 43,4 contre 48,4 le mois précédent. Il s'agit du deuxième mois consécutif de baisse de l'activité industrielle, et du rythme le plus soutenu depuis décembre 2023, dans un contexte de forte baisse des nouvelles commandes suite aux violences et aux inondations. Dans le même temps, la production a connu sa plus forte contraction depuis près de deux ans et les niveaux d'achat ont chuté au rythme le plus rapide depuis huit mois, en raison des pénuries de matériaux et de la hausse des coûts. L'emploi est resté en baisse, les démissions étant généralisées face au conflit armé en cours et à la baisse des salaires. En ce qui concerne les prix, l'inflation des coûts des intrants s'est accélérée pour atteindre un sommet sur 12 mois glissants, en raison de la faiblesse de la monnaie locale et des pénuries persistantes de matériaux. Dans le même temps, les prix de sortie ont augmenté à un rythme plus soutenu. Enfin, le niveau de confiance a atteint un niveau historiquement bas, en raison de l'instabilité politique (escalade des conflits) et des marchés.

Conjoncture septembre 2024

PRÉVISIONS FMI (avril/juillet 2024)

CROISSANCE		2023		2024e		2025e	PIB 2023
ASEAN	▲	4,2%	▲	4,6%	▲	4,8%	3 812
Indonésie*	▲	5,0%	▲	5,0%	▲	5,1%	1 371
Thaïlande*	■	1,9%	▲	2,9%	▲	3,1%	515
Singapour	■	1,1%	▲	2,1%	▲	2,3%	501
Philippines*	▲	5,6%	▲	6,0%	▲	6,2%	437
Vietnam	▲	5,0%	▲	5,8%	▲	6,5%	434
Malaisie*	▲	3,7%	▲	4,4%	▲	4,4%	416
Birmanie	▲	2,5%	■	1,5%	▲	2,0%	64
Cambodge	▲	5,0%	▲	6,0%	▲	6,1%	42
Laos	▲	3,7%	▲	4,0%	▲	4,0%	15

* prévisions WEO juillet 2024

PMI MANUFACTURIER								
	août-24	juil-24	juin-24	mai-24	avr-24	mars-24	févr-24	
ASEAN	51,1	51,6	51,7	51,7	51,0	51,5	50,4	
Birmanie	43,4	48,4	50,7	52,1	49,9	48,3	46,7	
Indonésie	48,9	49,3	50,7	52,1	52,9	54,2	52,7	
Malaisie	49,7	49,7	49,9	50,2	49,0	48,4	49,5	
Philippines	51,2	51,2	51,3	51,9	52,2	50,9	51,0	
Singapour (Global)	57,6	57,2	55,2	54,2	52,6	55,7	56,8	
Thaïlande	52,0	52,8	51,7	50,3	48,6	49,1	45,3	
Vietnam	52,4	54,7	54,7	50,3	50,3	49,9	50,4	

PIB TRIM. (g.a)	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie	▲ 5,0%	▲ 5,1%	▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,2%	▲ 5,0%	▲ 5,0%
Malaisie	▲ 5,9%	▲ 4,2%	▲ 2,9%	▲ 3,1%	▲ 2,8%	▲ 5,5%	▲ 7,4%
Philippines	▲ 6,3%	▲ 5,8%	▲ 5,5%	▲ 6,0%	▲ 4,3%	▲ 6,4%	▲ 7,1%
Singapour	▲ 2,9%	▲ 3,0%	▲ 2,2%	■ 1,0%	■ 0,5%	■ 0,5%	▲ 2,4%
Thaïlande	▲ 2,3%	■ 1,6%	■ 1,7%	■ 1,4%	■ 1,8%	▲ 2,6%	■ 1,3%
Vietnam	▲ 6,9%	▲ 5,9%	▲ 6,7%	▲ 5,5%	▲ 4,3%	▲ 3,4%	▲ 6,0%

CONSOMMATION (g.a)	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22
Indonésie	4,6%	6,6%	4,5%	4,0%	5,9%	4,5%	3,0%
Malaisie	5,6%	5,1%	4,5%	4,3%	4,1%	4,7%	6,6%
Philippines	4,6%	4,6%	5,3%	5,1%	5,5%	6,4%	7,0%
Singapour	6,5%	6,4%	3,0%	2,0%	4,0%	6,3%	9,2%
Thaïlande	4,0%	6,9%	7,4%	7,9%	7,3%	5,9%	6,4%
Vietnam	5,8%	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%	3,0%	7,2%

IPC / INFLATION (g.a)	août-24	juil-24	juin-24	mai-24	avr-24	mars-24	févr-24
Indonésie	2,1%	2,1%	2,5%	2,8%	3,0%	3,0%	2,8%
Laos	24,3%	26,1%	26,2%	25,8%	24,9%	25,0%	25,4%
Malaisie		2,0%	2,0%	2,0%	1,8%	1,8%	1,8%
Philippines	3,3%	4,4%	3,7%	3,9%	3,8%	3,7%	3,4%
Singapour		2,4%	2,4%	3,1%	2,7%	2,7%	3,4%
Thaïlande	0,4%	0,8%	0,6%	1,5%	0,2%	-0,5%	-0,8%
Vietnam	3,5%	4,4%	4,3%	4,4%	4,4%	4,0%	4,0%

EXPORTATIONS (g.a, Md USD)	août-24	juil-24	juin-24	mai-24	2023	2022	2021
Indonésie		6,6%	1,2%	2,9%	258,8	291,9	231,6
Malaisie		10,1%	0,0%	2,5%	313,0	352,1	299,4
Philippines			-17,3%	-3,1%	73,6	79,6	74,7
Singapour		12,4%	-2,4%	11,0%	475,5	515,0	457,1
Thaïlande		15,2%	-0,3%	6,9%	285,1	287,4	272,0
Vietnam	0,7%	20,2%	12,4%	13,9%	354,7	371,7	336,2

CPTE COURANT (% du PIB)		T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22
	Cambodge		4,1%	-0,8%	3,3%	3,9%	-1,2%	-9,5%
	Indonésie	-0,9%	-0,7%	-0,4%	-0,4%	-0,7%	0,9%	1,1%
	Malaisie	0,6%	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%	2,4%	6,0%
	Philippines		-1,6%	-0,4%	-2,2%	-3,8%	-4,3%	0,0%
	Singapour	19,2%	21,8%	19,5%	20,2%	19,6%	19,8%	14,6%
	Thaïlande	2,1%	2,0%	2,8%	3,1%	-1,1%	2,8%	0,6%

CPTE FINANCIER (Md USD)		T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22
	Cambodge		-1,7	-0,4	-0,2	0,7	0,4	1,0
	Indonésie	2,7	-1,6	11,1	0,0	-5,0	4,1	0,2
	Laos		0,0	-0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
	Malaisie	3,6	-4,0	-4,3	3,9	-1,8	-1,2	-0,3
	Philippines		4,9	6,4	2,9	0,2	5,9	2,1
	Singapour	20,0	7,9	14,7	16,7	4,3	-0,6	26,4
	Thaïlande		-4,0	-4,1	-4,7	-4,3	-0,8	5,3
	Vietnam		1,4	-1,6	-2,4	-2,7	3,3	2,1

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE		T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22
	Malaisie		3,3%	3,3%	3,3%	3,4%	3,5%	3,5%
	Philippines	4,7%	4,0%	4,5%	4,2%	4,9%	4,5%	4,8%
	Singapour		2,4%	1,9%	1,8%	1,9%	2,4%	1,6%
	Thaïlande		1,1%	1,0%	0,8%	1,0%	1,1%	1,1%
	Vietnam		2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	2,50%	3,00%	6,25%	6,25%	10,50%	7,00%
Dernier changement	juin-23	sept-23	mai-23	avr-24	août-24	juin-24	févr-23

TAUX DE CHANGE	30/8/24	1 mois	Ytd	1 an	2023	2022	2021
VND/USD	24 520	-1,8%	2,1%	2,5%	23 794	23 271	23 160
SGD/USD	1,30	-3,0%	-1,2%	-3,6%	1,34	1,38	1,34
IDR/USD	15 409	-5,4%	0,0%	1,0%	15 237	14 850	14 310
MYR/USD	4,32	-6,3%	-6,0%	-7,3%	4,56	4,40	4,14
THB/USD	33,97	-5,0%	-0,7%	-3,1%	34,78	35,05	31,98
PHP/USD	56,29	-4,0%	1,3%	-0,7%	55,63	54,48	49,25

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2023	2022	2021
MSCI AC ASEAN (Gross)	▲ 8,1%	▲ 12,1%	▲ 13,2%	▲ 2,5%	■ 0,8%	▼ -4,1%	■ 0,2%
S&P 500 (Price)	▲ 2,3%	▲ 18,4%	▲ 25,3%	▲ 7,7%	▲ 24,2%	▼ -19,4%	▲ 26,9%
Brent (USD/baril)	▼ -5,6%	▲ 3,3%	▼ -6,7%	▲ 13,5%	\$83,0	\$100,1	\$69,9

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr